

## Le CODESRIA : une institution au service des causes africaines

### Préambule

Cette année, le Codesria (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique) aura cinquante ans. À cette occasion, revenir sur la façon dont nous avons pu nous inscrire et développer des liens avec une organisation à l'identité panafricaine établie permettra de comprendre les efforts et les difficultés rencontrées, mais aussi les réussites d'une institution en sciences sociales et humaines basée dans le continent africain, forte de la conviction, de la nécessité de connaître avant d'agir. Porté par des intellectuels africains engagés, le Codesria s'est doté d'un programme de recherche, mais aussi de formation, pour mieux aider à avancer dans les politiques de mise en œuvre d'un développement social et économique au bénéfice des populations africaines. Les sciences sociales savent être, ainsi que Bourdieu a pu le comprendre, «une "arme" politique au service de la critique sociale des formes de répression et de domination» (Hammouche 2016).

Nonobstant le fait que le Codesria soit au centre de plusieurs tensions et paradigmes : autonomie/dépendance, continent/hors continent, africain/non africain..., c'est dès ses débuts, avec Thandika Mkandawire, Archie Mafeze, Joseph Ki-Zerbo, que le Codesria adopte «une posture africaniste

### Benghabrit-Remaoun Nouria

Sociologue et  
directrice de recherche  
(en position de retraite),  
Centre de recherche en  
anthropologie sociale  
et culturelle (Crasc),  
Oran, Algérie

radicale, non seulement du point de vue des rapports politiques Nord/Sud, mais aussi du point de vue scientifique avec le projet de mettre en place une science sociale dite «africaine» (Barro 2010).

### Ma première rencontre avec le Codesria

Ce n'est que dans les années 2000 que mon tout premier véritable lien s'est fait, à l'occasion du colloque sur le genre organisé au Caire par le Codesria et le Centre d'étude africaine, en avril 2002. Ma réaction d'étonnement et de plaisir durant le colloque à l'égard du Codesria a été proportionnelle à la qualité des interventions d'un haut niveau théorique, à la qualité de l'interprétation et à la qualité d'organisation.

Nous avons été invitée par le Pr Hilmi Chaaraoui, directeur du Centre des études arabes et africaines (ARCAASD) du Caire, qui avait lourdement insisté pour que je puisse y contribuer. Et c'est

en réaction à une «provocation» volontaire de notre collègue Hilmi, devenu ami par la suite, que je décidai d'y participer (alors même que mon agenda de travail était surbooké). Depuis une dizaine d'années, particulièrement depuis notre prise de responsabilité en 1992 en tant que directrice du Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc), nous cherchions à établir des liens avec les institutions sur le continent et particulièrement avec le Codesria, mais avec beaucoup de difficulté. Une double raison pouvait expliquer cette impossibilité : la situation vécue en Algérie durant une dizaine d'années, caractérisée par la lutte contre le terrorisme islamiste voulant imposer un climat de terreur et de tétanie, et probablement aussi, à l'époque, une faible visibilité et des moyens d'accès à l'institution limités.

Notre attention et notre attachement comme chercheuse en sciences humaines et sociales pour le Codesria tiennent à son triple rôle :

1. comme lieu de rencontre, d'échange et de partage de la réflexion sur l'Afrique avec les Africains, où qu'ils soient, avec l'orientation idéologique affichée pour le développement ;
2. comme lieu de production d'idées, car le Codesria a la chance de mettre en interaction des universitaires dont les traditions philosophiques, politiques et

linguistiques sont diverses (anglophone, francophone, lusophone et arabophone) ;

3. comme lieu de formation des jeunes chercheurs, particulièrement avec l'organisation des ateliers méthodologiques en sciences sociales et les instituts sur des thèmes particuliers.

Il y eut des moments forts en émotion durant les assemblées générales, dont j'ai gardé un souvenir impérissable, notamment à Kampala en 2002 : échanges avec une collègue égyptienne, rencontres avec le secrétaire exécutif du Codesria, Olukoshi Adebayo, ainsi qu'avec le président du Comité exécutif, Mahmoud Mamdani, rencontres aussi de quelques membres connus comme Carlos Lopez (Guinée-Bissau, professeur à l'Université du Cap), balade avec Ali El Kenz que j'avais connu en Algérie.

### **Mon expérience personnelle au Comité exécutif**

Le Codesria, inscrit au cœur d'un riche réseau institutionnel, a contribué en grande partie à nous ouvrir le champ des possibles en matière de collaboration internationale.

C'est en tant que membre élue pour l'Afrique du Nord (pays du Maghreb et Égypte) au Comité exécutif sur deux mandats successifs de 2002 à 2008 que notre engagement sur et pour le continent s'est précisé et étendu. L'affiliation à un agenda académique et politique institutionnel nous a ouvert au moins trois autres perspectives d'engagement : celle de l'Institut africain de la gouvernance (IAG), celle de l'Unesco et celle du Comité des politiques de développement (CDP). Le conseil d'administration était présidé par Abdoullah Sy et

j'en assurai la vice-présidence. Créée en 2007, en tant que jonction entre les institutions panafricaines et régionales avec le gouvernement du Sénégal à Dakar, cette institution avait pour objectif de mettre en place un «centre d'excellence» panafricain afin de promouvoir le concept de gouvernance. Ce dernier a été intégré dans le cadre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad). En 2012, Abdoulie Jannah a été président de l'IAG, inaugurant le séminaire/consultation sur les progrès réalisés dans le domaine de la gouvernance et de la démocratie au sein des États membres et intervenant dans le contexte de la préparation de la célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA)/Union africaine (UA) en 2013.

Il y eut aussi l'Unesco qui, en 2003, a lancé une grande initiative, celle d'un Forum mondial pour l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance, avec des représentations au sein de comités régionaux. Nous avons eu l'honneur d'en présider, de 2003 à 2006, le Comité arabe, au sein duquel la restructuration, la diversification des filières de l'enseignement supérieur, la gouvernance des universités, les conditions de productions académiques furent objet de réflexions et propositions académiques.

En 2013, j'ai été nommée par le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en tant que membre du Comité des politiques de développement<sup>1</sup> (CDP) qui aide et conseille, en tant qu'organe subsidiaire du Conseil économique et social des Nations Unies (Ecosoc), sur les questions liées à la population et au développement,

et dont la mission est de surveiller la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) et les résultats de ces conférences d'examen. Cela, afin d'assurer «un développement mondial solidaire, équitable et durable, axé sur les besoins et les réalités des êtres humains, et pas seulement sur les chiffres et les statistiques<sup>2</sup>». J'ai dû suspendre ma participation en 2014 à ce Comité, après avoir été sollicitée par mon pays pour une mission, celle de ministre de l'Éducation nationale, mission assurée de 2014 à 2019.

La mise en place, en 2023, du Comité spécial du Codesria chargé de l'examen de la stratégie de mobilisation de ses ressources concrétise un souci permanent au sein de l'institution : celui de répondre à la question clé de savoir comment agir intellectuellement en Afrique sans la convocation de contributions financières africaines. Cinquante ans après sa naissance, les différentes instances de l'organisation sont préoccupées par les évolutions, voire les changements d'orientation politique de pays, notamment scandinaves, dont le soutien jusqu'alors avait été décisif.

Il fallait dans ces nouvelles conditions perpétuer la rigueur, l'ambition et les objectifs que s'était assignés le Codesria dès sa naissance en 1973, pour devenir une institution panafricaine dans un contexte alors marqué par la phase de décolonisation et de construction d'États nationaux indépendants au service des populations. C'est à l'initiative d'intellectuels engagés, entre autres, de Samir Amin, Abdellatif Benachhou, que le projet d'une pareille organisation a vu le jour.

## L'institutionnalisation progressive des liens

Nous avons saisi l'occasion<sup>3</sup>, en accord avec le secrétaire exécutif, de l'organisation lors d'une session ordinaire du Comité exécutif, dont nous étions membre, pour programmer en 2004 une table ronde au siège du Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle<sup>4</sup> (Crasc) à Oran autour des «Rôle et place des sciences sociales à l'université». Cette rencontre a donné l'occasion à la communauté universitaire algérienne d'échanger avec les collègues venus de différentes régions d'Afrique.

Pour la même année 2004, nous avons en tant que centre de recherche candidaté à un appel d'offres lancé par le Codesria pour l'édition en langue française de la *Revue africaine des livres*. La *Revue africaine des livres* est le résultat d'une expérience de coopération continentale, à l'initiative du Codesria. L'élaboration de l'*Africa Review of Books* nous a permis de nous tenir informés des productions sur l'Afrique, d'être attentifs, au cours des rencontres, à tous les collègues disposés à nous proposer des synthèses critiques.

Pour ce qui concerne les ateliers méthodologiques pour l'Afrique du Nord, organisés depuis 2006 à Oran dans le cadre d'une convention entre le Crasc et le Codesria, chaque année, 15 lauréats venus de divers pays du nord de l'Afrique (Mauritanie, Tunisie, Maroc et Algérie) pouvaient confronter leurs expériences. C'était une opportunité pour que nos étudiants de l'École doctorale nationale en anthropologie puissent suivre cette formation, qui les a aidés à toujours être plus performants dans leurs recherches.

De même, en mars 2010, le Codesria, dans le cadre de ses activités scientifiques, a organisé à Oran une rencontre internationale sur les «Libertés académiques et responsabilités scientifiques et sociales des universitaires et des chercheurs en Afrique : quels nouveaux défis?»

Autant d'activités qui n'ont fait que renforcer les liens qui, je l'espère, perdureront, entre nos deux institutions. Ces liens ont permis une circulation des chercheurs en Afrique aussi bien dans les institutions de formation qu'à travers les séminaires.

L'affiliation et l'engagement au Codesria nous ont permis d'élargir des perspectives de mise en réseau avec d'autres institutions en sciences humaines et sociales. Ce qui ne pouvait qu'amener un plus à l'expérience et aux activités des institutions de recherche.

## Avenir et défis à relever

Nos attentes pour le Codesria, en qui nous plaçons beaucoup d'espoir, consistent d'abord à résoudre la question de savoir comment assurer et garantir la pérennité d'une institution en trouvant des sources de financement ne dépendant pas que des bailleurs de fonds. Il faudra perpétuer les expériences positives ayant eu un impact sur la recherche et la construction de liens entre chercheurs nationaux et africains à travers les groupes nationaux et multinationaux de travail, afin qu'elles puissent être un moyen de renforcement de capacités et d'évaluation des recherches menées. Pouvoir se doter, comme d'un atout de changement et de positionnement à l'échelle continentale et internationale, d'indicateurs adaptés et non complaisants pour classer les institutions. Il s'agira

d'élaborer un classement africain de reconnaissance de la qualité des publications, de la performance des institutions et de la contribution académique à la compréhension des processus de développement.

Des efforts doivent être menés pour imposer les libertés académiques comme un droit humain, nécessaire pour la survie intellectuelle et l'émergence de paradigmes alternatifs contre la dépendance, pour une vision de soi souveraine et afin d'avoir des perspectives pour asseoir un destin collectif honorable reposant sur les aspirations des peuples au droit de bénéficier des richesses nationales, tout en nous appuyant sur l'accès à la connaissance.

## Conclusion

Après les indépendances, et quelle que soit la nature des pouvoirs mis en place dans les différents pays africains, l'éducation des futures générations, par le développement d'un réseau d'universités et d'écoles supérieures, a été largement réalisée. Cependant, malgré les efforts fournis, notamment en matière de contenus des programmes et de nationalisation du corps enseignant, il demeure urgent de requestionner les référents thématiques et paradigmatiques des formations post-graduées en Afrique dans les diverses universités ayant vu le jour.

Grâce à l'action du Codesria, l'effort a été rendu possible, concrétisant ainsi un idéal, celui d'établir des ponts entre chercheurs et institutions africaines; effort à développer et à consolider en ce qui concerne les référents locaux tout en restant attentif aux frémissements des idées venant d'ailleurs.

Puisse l'académique, représenté par le Codesria, réaliser ce que



les politiques ont bien du mal à construire, mettre en œuvre de l'unité dans la diversité et la richesse de notre continent! Un continent au cœur d'un triple processus : de développement national, de coopération continentale pour la paix et les échanges et de résistance face aux cupidités externes.

### Notes

1. Ce dernier organise une session annuelle en avril au siège des Nations Unies à New York : 47 États membres des Nations Unies sont élus pour siéger au CDP pendant 4 ans.
2. Pour reprendre les termes de la fiche élaborée par CHOICE for Youth and Sexuality sur le CDP dans le cadre du programme d'alliance Right Here, Right Now!
3. Réunion du Comité exécutif du Codesria à Alger en 2004.

3. Dont nous avons assuré la direction de 1992 à 2014.

### Références

- Barro Aboubacar Abdoulaye, 2010, «Coopération scientifique et débat sur les "sciences sociales africaines" au Codesria», *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 9.
- Hammouche, A., 2016, « Penser les dominations dans le contexte colonial : Fanon, Bourdieu, Saïd », *Raison présente*, vol. 199, n° 3, p. 87-98.